



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté complémentaire visant à compléter les dispositions relatives à la remise en état de la
carrière de matériaux alluvionnaires exploitée par la société GSM sur le territoire des
communes de Crévéchamps et Velle sur Moselle**

N° 2023-0313
AIOT 0006200130

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article R. 512-75-1 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral 2013-0743 du 15 juillet 2014, modifié par arrêté complémentaire 2022-0127 du 29 juillet 2022, autorisant la société GSM à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire des communes de Crévéchamps et Velle-sur-Moselle ;

VU le dossier de déclaration de fin de travaux en date de septembre 2021 présenté par la société GSM transmis à l'inspection le 15 septembre 2021 et complété le 12 avril 2023 et le 27 avril 2023 ;

VU la prolongation des garanties financières pour la période du 24 avril 2023 au 24 avril 2025 pour un montant de 62 612 € correspondant à la dernière période d'exploitation ;

VU l'avis de la DDT de Meurthe-et-Moselle en date du 22 mai 2023 ;

VU l'avis de la commune de Crévéchamps en date du 16 mai 2023 ;

VU la visite d'inspection du 4 juillet 2023 réalisée conjointement avec la DDT de Meurthe-et-Moselle ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé CM/NW/1691_2023 en date du 23 novembre 2023 établi suite à cette visite d'inspection ;

VU le constat sur site de la non-conformité de la compensation à défrichement lors de la visite d'inspection du 4 juillet 2023 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé CM/NW/1951-2023 en date du 23 novembre 2023 relatif à l'instruction du dossier de cessation d'activité ;

VU le projet d'arrêté porté le 24 novembre 2023 à la connaissance du demandeur par voie électronique ;

VU l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet par courrier en date du 01/12/2023 ;

CONSIDERANT les prescriptions de l'article 11 relatif à la remise en état finale de la carrière modifiées par l'arrêté complémentaire 2022-0127 du 29 juillet 2022, en particulier les parcelles concernées par le reboisement compensateur ;

CONSIDERANT les plantations réalisées en janvier 2023 et le taux de mortalité supérieur à 80% observé sur les deux zones plantées sur Crévéchamps et Velle-sur-Moselle qui ne permet pas de considérer la compensation à défrichement conforme à l'état attendu ;

CONSIDERANT les préconisations formulées par la DDT par courriel en date du 7 juillet 2023 ;

CONSIDERANT que, dans ces conditions, il n'est pas possible de considérer la carrière de matériaux alluvionnaires comme remise en état conformément aux dispositions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral modifié 2013-0743 du 15 juillet 2014 ;

CONSIDERANT que les prescriptions fixées par les arrêtés préfectoraux autorisant et encadrant actuellement l'exploitation par la société GSM sur le territoire des communes de Crévéchamps et Velle-sur-Moselle de la carrière de matériaux alluvionnaires doivent être complétées afin d'entériner les travaux de reboisement à reprendre et leur calendrier de réalisation ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} :

Les dispositions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2013-0743 du 15 juillet 2014, modifié par arrêté complémentaire 2022-0127 du 29 juillet 2022, sont complétées comme suit :

"Article 11-8 : boisements compensateurs

– Une étude de sols doit être réalisée préalablement aux plantations de regarnis du boisement compensateur afin d'évaluer la profondeur prospectable par les racines. Un minimum d'une fosse pédologique ainsi que deux sondages tarière sur chacune des zones doivent être conduits au cours de l'automne 2023. Les résultats de l'étude doivent être transmis à la DDT afin de valider le nouveau choix d'essences prenant en compte les spécificités du sol.

– La société GSM doit procéder au regarnis des deux plantations au cours de l'automne 2024 sur la base des essences déterminées suite à l'étude préalable des sols."

Article 2 : Garanties financières

Les dispositions de l'article 13.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2013-0743 du 15 juillet 2014, modifié par arrêté complémentaire 2022-0127 du 29 juillet 2022, sont modifiées comme suit :

"Article 13-1 : Montant des garanties financières

La durée de l'autorisation est divisée en période quinquennale. A chaque période correspond un montant maximal de garanties financières permettant la remise en état au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Dans l'attente de la finalisation de la remise en état, liée aux travaux de regarnis des boisements compensateurs, elles sont prolongées pour un montant de 62 612 €."

Article 3 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1er du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Voies et délais de recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Nancy :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la présente décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 5 : Exécution de l'arrêté et informations des tiers

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société GSM

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Lunéville
- Monsieur le maire de Crevèchamps
- Monsieur le maire de Velle-sur-Moselle

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pour une durée de quatre mois en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Nancy le 06 DEC. 2023

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général


Julien LE GOFF